

ENSEMBLE, TOUSTES EN MANIFESTATION LE 12 MARS !

La journée internationale de lutte pour les droits des femmes et minorités de genre du 8 mars s'inscrit dans un contexte de crise sanitaire, écologique, économique, sociale et politique. Nos organisations s'inscrivent en conséquence dans une démarche de convergence des luttes féministes et sociales.

POUR LA FIN DE LA PRÉCARITÉ ORGANISÉE

Dans cette énième crise du capitalisme, les femmes sont toujours en première ligne, mal payées, majoritaires dans des métiers essentiels (soins, santé, services publics). Nous sommes touchées de plein fouet par la précarité, les bas salaires, le temps partiel subi, et les violences sexistes et sexuelles au travail. Notre travail est déconsidéré et invisibilisé. Aides à domicile, assistantes d'élèves en situation de handicap (AESH), enseignantes, soignantes, travailleuses sociales... Ce n'est pas anodin que les grèves se multiplient dans les métiers féminisés !

Aujourd'hui en Europe, les bourgeois et élites internationales circulent en toute liberté... mais empêchent les personnes contraintes à l'exil de faire de même pour sauver leur vie. Les travailleuses immigrées ou sans papiers sont surexploitées en France et poussées à la clandestinité, lieu de tous les asservissements contre hébergements ou maigres ressources. Nous exigeons la régularisation des sans-papiers !

Les femmes handicapées sont pénalisées par le manque de soins et freinées dans leur choix d'autodétermination de leur sexualité ou dans la possibilité de mettre au monde des enfants. Elles subissent d'autant plus les violences sexistes et sexuelles qu'elles soient d'ordre privé, institutionnel, médical ou économique (le versement de l'AAH dépend des revenus du conjoint).

Nous refusons d'être les variables d'ajustement, celles qui sacrifient leur travail, qui enchaînent les doubles journées avec le ménage, les courses, la cuisine, le soin aux proches, etc. pour pallier les déficits de services publics. Malgré le manque de considération à notre égard, nous faisons tourner le monde ! Nous souhaitons bâtir la société autrement qu'au travers du prisme de l'argent, et replacer l'émancipation du corps vivant vulnérable au centre de tout.

La précarité n'est pas une fatalité. Elle est le résultat d'une volonté politique, organisée et réaffirmée de la part du gouvernement pour entretenir une société hiérarchisée avec de nombreuses précaires à exploiter. Faisons converger toutes nos luttes le 12 mars pour imposer des revalorisations salariales, des emplois stables, des perspectives à la hauteur de notre travail et la fin de la précarité organisée !

POUR LA FIN DES VIOLENCES PATRIARCALES

Les femmes et minorités de genre ne sont pas seulement exploitées, elles sont tuées, violées, agressées, harcelées encore en 2022. #MeToo, notre mobilisation partout dans le monde bouscule les rapports de domination et met à mal le patriarcat. Dans les bars (#BalanceTonBar), dans nos couples ou nos familles (#MeTooInceste), dans la santé, dans notre travail, les lieux scolaires universitaires (#metoofac #scienceporc), dans les fédérations sportives, la culture (#metootheratre), le journalisme, la politique (#metoopolitique), les cris résonnent pour dénoncer, dire que nous ne voulons plus vivre dans une société sans violences sexistes et sexuelles ! Nous exigeons aussi une véritable politique de lutte contre les violences intrafamiliales à l'égard des enfants !

Parmi les victimes du patriarcat il y a aussi toutes les personnes trans, et particulièrement les femmes trans. La moitié des femmes trans font une tentative de suicide et 85% d'entre elles ont des pensées suicidaires régulières, ce qui est dix fois supérieur à la moyenne. A cause des violences, du harcèlement de rue et des agressions dont elles sont victimes, l'accès à l'espace public leur est restreint et de nombreuses femmes trans sont forcées de rester enfermées chez elles. Les meurtres, les violences et la précarisation qu'elles subissent sont l'expression directe du patriarcat. La lutte pour les droits et la dignité des personnes trans fait partie intégrante du combat féministe et de la journée internationale du 8 mars. Pour toutes les victimes de la violence transmisogène, nous devons mettre l'État face à ses responsabilités, pour qu'il n'y en ait pas une de plus !

Une politique contre les violences conséquentes ne peut être menée en parallèle de la casse des services publics, de l'assurance chômage et des retraites. La lutte féministe ne peut être qu'anticapitaliste, en opposition à l'ensemble des politiques néolibérales mortifères du gouvernement !

POUR LA LIBERTÉ SUR NOS CORPS ET NOS CHOIX

Nous dénonçons l'élection à la présidence du parlement européen d'une parlementaire anti-avortement, la banalisation des violences médicales, la fermeture des centres IVG et des maternités. Nous réclamons la gratuité de l'avortement, des moyens de contraception, et l'ouverture de la PMA à toutes les personnes trans. Nous exigeons la fin de la clause de conscience des médecins qui refusent de pratiquer des IVG. NOS CORPS NOS CHOIX !

Le contexte actuel est marqué par l'expression quotidienne du racisme, notamment de l'islamophobie et de la négrophobie. La lutte contre les violences sexistes ne peut passer que par une lutte radicale contre le harcèlement politique et médiatique, ainsi que contre les discriminations légales qui visent en particulier les femmes musulmanes. Il y a des élu.es de la République qui veulent interdire aux jeunes filles mineures de porter le voile dans l'espace public, interdire aux mères qui portent le voile d'accompagner les sorties scolaires, interdire aux footballeuses qui portent un voile de participer à des compétitions. Une fois de plus la politique raciste et islamophobe de l'Etat est aussi sexiste. Nous affirmons notre soutien et solidarité avec les femmes qui portent le voile, et dénonçons le fait qu'elles soient constamment prises pour cible par le gouvernement !

LA LUTTE FÉMINISTE EST ANTIFASCISTE

Depuis des années le climat politique et social est de plus en plus imprégné par l'extrême droite et ses idées. Ce climat nauséabond ne doit rien au hasard. De la loi sécurité globale à la loi sur le séparatisme, en passant par la chasse de l'islamo-gauchisme et d'un supposé-existant mouvement woke, la suppression de l'Observatoire de la laïcité et la vendetta mené contre le CCIF, ce gouvernement reprend tous les thèmes et éléments de langage de l'extrême droite, et même certaines de ses propositions avec les attaques constantes contre l'UNEF, le CCIF ou les collectifs de femmes qui portent le voile.

Ce 12 mars, nous serons à la veille des élections présidentielles. Le gouvernement et le patronat bloquent toute avancée et multiplient le féminisme washing. Pire, la réaction masculiniste s'organise, relayée par l'extrême droite qui revendique un discours sexiste, raciste et LGBTQIAPHobe. Partout dans le monde, la première chose que font ces partis réactionnaires quand ils arrivent au pouvoir, c'est de remettre en cause les droits fondamentaux des femmes et minorités de genre.

Pour construire des mouvements sociaux véritablement émancipateurs, refusons le dévoiement de nos luttes féministes par les extrêmes droites et plaçons ce 12 mars sous le signe de l'antifascisme ! Alors que la « grande cause » d'Emmanuel Macron s'est avérée une vaste opération d'enfumage, que les idées misogynes relèvent la tête, nous donnons rendez-vous à toutes les féministes.

Le samedi 12 mars, on manifeste !
RDV à 13h30 sur la place de la Libération à Dijon !

